

ANNULE ET REMPLACE LE RAPPORT UD95/2023/0445/GC DU 14 JUIN 2023

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 26 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visites d'inspection des 24 avril et 17 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOGICOR LOREN GARONOR II (BAT 1BIS)

8 rue de la Patelle, Herblay-sur-Seine (95220)

1) Contexte et objet de la visite

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée les 24 avril et 17 mai 2023 dans l'établissement LOGICOR LOREN GARONOR II (BAT 1BIS), implanté rue de la Patelle ZAC des Bellevues à Herblay-sur-Seine (95220).

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGICOR LOREN GARONOR II (BAT 1BIS)
- rue de la Patelle ZAC des Bellevues 95220 Herblay-sur-Seine
- Code AIOT : 0006508055
- Régime : Enregistrement, non Seveso, non IED

La société LOGICOR LOREN GARONOR II (BAT 1BIS) a été autorisée à exploiter un entrepôt au 8 rue de la Patelle à Herblay, par arrêté préfectoral du 25 mai 1993. La partie Ouest de l'établissement se situe sur le territoire de la commune de Saint-Ouen-l'Aumône.

Suite aux évolutions réglementaires relatives aux installations de stockage, le site est soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées (régime en vigueur).

Les principaux enjeux associés aux activités exercées dans l'établissement sont l'incendie et ses conséquences. L'environnement du site est exclusivement industriel.

L'exploitant loue l'entrepôt à des sociétés stockant diverses matières combustibles.

L'objet de la visite d'Inspection était de vérifier les suites données aux observations et non conformités formulées par rapport de l'Inspection du 29 octobre 2021, dont certaines ayant fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au Préfet du Val-d'Oise.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Accessibilité au site	Article 3.1 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017	Nouvelle proposition de mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Dispositions en cas d'incendie	Article 22 c) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 1993, 1.5. de l'arrêté Ministériel 11 avril 2017	Modification de prescriptions	-
4	Conformité de l'installation - Confinement eau d'extinction incendie	Article 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 1993, Point 1.1 de l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017	Nouvelle proposition de mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Murs coupe-feu	Point 1 de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11/04/2017	Confirmation de la proposition de mise en demeure formulée par rapport d'inspection du 29 octobre 2021 – Contradictoire échu mais nouveau contradictoire proposé	Identique à ceux proposés au rapport du 29 octobre 2021
6	Moyens de lutte incendie	Article 22 c) de l'arrêté Préfectoral du 25/05/1993, Point 13 de l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017	Nouvelle proposition de mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Étude des effets thermiques	Point 1. de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11/04/2017	Nouvelle proposition de mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions en cas d'incendie	1.5. de l'arrêté Ministériel 11 avril 2017	Abandon de la proposition de mise en demeure figurant au rapport d'inspection du 29 octobre 2021 concernant les non-conformités n°1, 2 et 3.
8	Plan des réseaux	1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017	-

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de ces visites d'inspection, il apparaît que des non-conformités persistent et nous conduisent à confirmer la nécessité de la mise en demeure formulée par rapport d'Inspection du 29 octobre 2021.

Enfin, nous constatons que certains points relatifs à lutte contre l'incendie ne sont pas conformes aux exigences réglementaires. Il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ceux-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : Article 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 1993
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site
Prescription contrôlée : Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins de l'entrepôt. Cette voie, extérieure à l'entrepôt, doit permettre l'accès des camions-pompes des sapeurs pompiers et, en outre, si elle est en cul-de-sac, les demi-tours et croisement de ces engins. A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,30 mètres de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.
Constats : Lors des inspections des 17 avril et 17 mai 2023, nous avons constaté la présence de la voie engin dans les conditions exigées. Nous avons constaté que le stationnement des véhicules non liés à l'exploitation est désorganisé et peut concourir l'aggravation d'un risque en empêchant une intervention efficace des services d'incendie et de secours. En effet, les véhicules du personnel et des clients se garent au niveau des portes de quais et/ou des accès aux issues de l'entrepôt. Au niveau des entrées du site se trouvent des places de parking qui s'avèrent peu ou pas utilisées. L'absence de contrôle des entrées de véhicules et de plan de circulation et/ou de stationnement peuvent contribuer ou être la cause de cette situation de non-conformité. Il conviendrait que l'exploitant prenne les dispositions utiles afin que cette prescription soit respectée en tout temps. Nous proposons au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 1993.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Délai : 1 mois

N° 2 : Dispositions en cas d'incendie

Référence réglementaire : 1.5. de l'annexe II de l'arrêté Ministériel 11 avril 2017
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions en cas d'incendie
Prescription contrôlée : En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe.
Constats : Lors des visites des 3 mai et 22 septembre 2021 l'exploitant nous avait remis le Plan de Défense Incendie (PDI) prévu à l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. L'Inspection avait vérifié le contenu du PDI et formulé dans son rapport du 29 octobre 2021, des non-conformités et observations (non conformité n°1, 2 et 3 et observation n°2 et 3 figurant au rapport d'inspection du 29 octobre 2021). Il était proposé une mise en demeure concernant ces non-conformités. Selon cet arrêté ministériel, le PDI n'est exigible qu'à compter du 31 décembre 2023. En conséquence, l'Inspection modifie les conclusions figurant au rapport d'inspection du 29 octobre 2021 et propose l'abandon de la proposition de mise en demeure concernant les non-conformités n°1, 2 et 3. À noter que l'exploitant a tenu compte des constats de l'Inspection en modifiant son PDI (PDI version 3 de mars 2023 transmis par mail du 17 mai 2023).
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Abandon de la proposition de mise en demeure figurant au rapport d'inspection du 29 octobre 2021 concernant les non-conformités n°1, 2 et 3.

N° 3 : Dispositions en cas d'incendie

Référence réglementaire : Article 22 c) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 1993,
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions en cas d'incendie
Prescription contrôlée : Un plan d'opération interne d'intervention contre l'incendie est établi par le responsable de l'établissement, en liaison avec les services publics d'incendie et de secours. Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et est soumis à des exercices périodiques.
Constats : Lors des visites des 3 mai et 22 septembre 2021, nous avons constaté que l'exploitant disposait d'un Plan d'Opération Interne (POI) daté du 13 août 2009. L'exploitant a sollicité, par mail du 15 décembre 2021, la suppression de l'obligation de POI et son remplacement par la réalisation du PDI prévu par l'arrêté 1510. L'inspection est favorable à cette demande à condition que soit atteinte la date du 31 décembre 2023 fixant l'obligation de détenir un PDI, ceci afin qu'un plan d'urgence demeure prescrit durant l'année 2023. Une modification de prescription sera proposée afin de lever l'obligation de POI une fois rendues applicables les dispositions de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatives à l'établissement d'un PDI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Modifications de prescriptions

N° 4 : Conformité de l'installation - Confinement eau d'extinction incendie

Référence réglementaire : Article 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 1993
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : <i>Article 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 1993 – Rétention des écoulements de matières dangereuses et écoulement des eaux d'extinction incendie</i> Toutes mesures sont prises pour qu'en cas d'écoulement de matières dangereuses, notamment du fait de leur entraînement par des eaux d'extinction, celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau. Le volume minimum de la rétention des eaux d'incendie est de 550 m ³ . <i>Point 1.1 de l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017</i> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et documents joints au dossier de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation. Constats : Lors des inspections précédentes, nous avons constaté que l'exploitant ne pouvait garantir la présence de la capacité de 550 m ³ de rétention des eaux d'extinction incendie prescrite à l'article 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 1993. Par rapport du 29 octobre 2021, une proposition de mise en demeure avait été formulée concernant cette non-conformité. Par mails du 15 décembre 2021, 4 mars 2022, 9 mars et 17 mai 2023, l'exploitant informait l'Inspection des dispositions prises en vue de répondre à cette non-conformité. La non-conformité relative aux rétentions n'est toutefois pas encore corrigée puisque l'exploitant indique dans les courriels susvisés finaliser le choix de la méthode de confinement et que le moyen de confinement n'est pas effectif. Il apparaît qu'il est mentionné en page 4 de la partie étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'octobre 1991 figurant aux visas de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 1993, que « <i>le profil en travers en cuvette, des cours de débord permet ainsi le stockage des eaux d'incendie et de retenir ainsi 800 m³ d'eau</i> ». L'exploitant s'est ainsi engagé dans son dossier à disposer d'un volume de rétention d'eau d'extinction incendie de 800 m ³ . Il apparaît donc que ce volume n'est pas disponible. Le principe de l'application de la prescription la plus contraignante conduit à exiger de l'exploitant un volume de 800 m ³ . Nous confirmons donc au préfet la nécessité de mettre en demeure l'exploitant de disposer d'une capacité de confinement des eaux d'extinction incendie (proposition formulée par le rapport du 29 octobre 2021). Toutefois, en raison d'une discordance entre le volume d'eau d'extinction incendie figurant à l'article 23 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 1993 et le volume mentionné dans le dossier de demande d'autorisation d'octobre 1991 de l'exploitant, il est proposé une modification de l'article visé par la proposition de mise en demeure du 29 octobre 2021, et conséquemment, de procéder à une nouvelle démarche contradictoire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Nouvelle proposition de mise en demeure

N° 5 : Murs coupe-feu

Référence réglementaire : Article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 mai 1993
Thème(s) : Risques accidentels, Murs coupe-feu
Prescription contrôlée : L'entrepôt est divisé en 2 cellules de stockage de 5 000 m ² au plus, isolées par une paroi coupe-feu de degré 2 heures.
Constats : Lors de visites du 3 mai et 22 octobre 2021 nous avons constaté la non-conformité suivante : <i>"Les murs coupe-feu comportent des trous qui ne leur permettent pas de garantir qu'ils conservent leurs caractéristiques REI 120".</i> Lors de la visite du 27 avril 2023, nous avons constaté la présence de trous dans le mur coupe-feu séparatif entre les occupées par les locataires RELAIS COLIS et 4PX. Par mail du 17 mai 2023, l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec une société pour réparer les murs dans les meilleurs délais. Nous confirmons au Préfet la nécessité de prendre une mise en demeure concernant l'intégrité des murs coupe-feu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Confirmation de la proposition de mise en demeure concernant l'intégrité des murs coupe-feu

N° 6 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Article 22 c) de l'arrêté Préfectoral du 25/03/1993, 13 de l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017
Thème(s) : Risques accidentels, exercices incendie
Prescription contrôlée : <i>Article 22 c) de l'arrêté Préfectoral du 25/03/1993</i> Un plan d'opération interne d'intervention contre l'incendie est établi par le responsable de l'établissement, en liaison avec les services publics d'incendie et de secours. Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et est soumis à des exercices périodiques. Dans le trimestre qui suit la délivrance de l'autorisation, un exercice de défense incendie est organisé en liaison avec les services départementaux d'incendie et de secours. Il est renouvelé régulièrement. <i>Article 13 de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017</i> [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. [...]
Constats : L'exploitant n'a jamais organisé d'exercices de défense incendie depuis le début de son exploitation en 1993. Nous proposons au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser cet exercice sous un délai d'un mois. Il sera admis qu'un PDI conforme aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel entrepôt du 11 avril 20017 fasse office de support d'exercice en lieu et place du POI, dans l'attente de la modification de l'arrêté préfectoral du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Délai : 1 mois

N° 7 : Étude des effets thermiques

Référence réglementaire : 1 de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 [...] une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m ² . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
Constats : L'Inspection de l'environnement a questionné l'exploitant par courriel du 17 mai 2023 sur l'existence de cette étude. Ce courriel est resté sans suite. Nous constatons donc que l'exploitant n'a pu justifier qu'il dispose d'une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m ² . Compte-tenu des enjeux existant du fait du non-respect de cette prescription, nous proposons au Préfet de mettre l'exploitant en demeure de produire une étude FLUMILOG sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Délai : 1 mois

N° 8 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017
Thème(s) : Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature. Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.
Constats : Lors des inspections précédentes, nous avons constaté que l'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux complet. Par rapport du 29 octobre 2021 une proposition de mise en demeure avait été formulée concernant cette non-conformité. Par mails du 15 décembre 2021, 4 mars 2022, 9 mars et 17 mai 2023, l'exploitant informait l'Inspection des dispositions prises pour répondre à la non-conformité susvisée. La transmission par l'exploitant d'un plan des réseaux par mail du 15 décembre 2021 permet de répondre à la non-conformité associée. La proposition de mise en demeure concernant ce point n'a plus lieu d'être.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Aucune